

Les gouvernements et le marché

Partage international n° 37 - Septembre 1991

« Dans un monde désormais libéré du conflit idéologique entre l'Est et l'Ouest, le développement du tiers monde — dans lequel vivent les quatre cinquièmes de la population mondiale — est devenu le problème le plus pressant auquel l'humanité ait à faire face. N'oublions pas qu'en l'espace des quelques instants que nécessite la lecture de ce paragraphe, quelques 100 enfants vont naître. 94 d'entre eux grandiront dans l'un des pays en voie de développement où la pauvreté condamne un milliard d'êtres humains à des salaires n'excédant pas un dollar par jour... L'avenir de ces enfants du tiers monde déterminera l'avenir de nos propres enfants, que ce soit dans le sens du développement et de la prospérité, ou dans celui de la stagnation, du désespoir, de la catastrophe écologique et de la guerre. »

C'est ainsi que l'éditorial du *San Francisco Chronicle* esquisse brièvement le problème capital auquel l'humanité est confrontée, alors même que le spectre de la guerre froide disparaît. Comme Maitreya l'a souvent répété, il s'agit réellement d'une question de vie ou de mort, nécessitant une réorientation de nos priorités. Ses conseils semblent être évidents : tous nos efforts doivent se concentrer afin d'engendrer, sur notre planète, une situation permettant à tous de se procurer une nourriture saine ainsi qu'un logement convenable. La priorité suivante porte sur le droit de chacun à une éducation de base ainsi qu'aux soins médicaux appropriés. Pendant de longues années, les partisans du communisme ont supposé que ces buts ne pouvaient être atteints qu'au moyen d'une économie dirigée et strictement contrôlée, ne tolérant aucune initiative privée ou responsabilité individuelle. Tout ce qui pouvait encore subsister de cette illusion a été dissipé lors de l'effondrement du rideau de fer et de la mise à jour du chaos régnant dans cette société.

De leur côté, les adeptes du capitalisme chérissaient (et chérissent encore) leur rêve d'un monde dans lequel tout le monde est heureux et prospère. Leur formule : permettre à tous de se débrouiller seuls, laisser l'économie au jeu des forces du marché et

réduire le rôle des gouvernements à un minimum. La prospérité matérielle des Etats-Unis, du Japon et de la Communauté Européenne semble prouver l'exactitude de cette approche. Mais qu'en est-il réellement ?

Une analyse plus approfondie montre que le Japon n'est pas aussi exclusivement capitaliste qu'il le paraît. Il est vrai que les citoyens japonais jouissent d'une liberté (d'achat) relativement grande, et que ce pays utilise les mécanismes du marché avec beaucoup d'ingéniosité dans le but de promouvoir ses propres intérêts à l'extérieur. Mais en même temps, le Japon excelle dans l'art de protéger son marché intérieur contre la concurrence — bien trop libre — venant de l'étranger. La bourse, symbole par excellence d'une économie capitaliste, prône les très chères lois de l'économie de marché. Pourtant, le dernier scandale qu'a connu le Japon, révèle que de puissants agents de change ont secrètement conclu des marchés plutôt douteux avec leurs plus importants clients. Cette pratique permet aux clients privilégiés de continuer à spéculer en toute quiétude, grâce à une garantie de dédommagement en cas de pertes. Par contre, cet arrangement n'entre pas en vigueur pour les millions de petits investisseurs — petits commerçants, ménagères, ouvriers, employés — et si la bourse baisse, ce sont eux qui auront à régler la facture. Cette interprétation quelque peu curieuse du principe de la liberté est sans doute intéressante.

Le « capitalisme » au sein de la Communauté Européenne a, lui aussi, ses limites. Le secteur agricole, l'un des piliers de la prospérité européenne, ne pourrait exister sans l'aide des gouvernements qui lui versent des milliards de dollars sous forme de subsides. La fixation des prix par les grandes entreprises est en opposition totale avec tous les efforts de réglementation visant à empêcher la formation de cartels. Ce ne sont là que quelques exemples indiquant qu'il est rare que l'Europe applique des principes strictement capitalistes.

Qu'en est-il des Etats-Unis, pendant longtemps champions de l'économie de marché ? Il est clair que les USA utilisent cette doctrine dans sa version la plus pure, bien qu'ils aient fréquemment recours aux taxes sur l'importation et aux droits de douane afin de se garder des produits étrangers trop compétitifs. Ces exceptions mises à part, l'Amérique reste profondément convaincue des bienfaits du

capitalisme. Cependant, les avantages qu'il représente sont loin d'être unanimement reconnus. Les vingt pour cent d'Américains qui, l'année dernière, ont à eux seuls gagné plus que l'ensemble de leurs compatriotes, seront assurément très satisfaits. Ce ne sera certainement pas le cas pour les millions d'enfants américains qui souffrent de malnutrition chronique. L'expérience leur a montré que, derrière ce qu'on appelle la « liberté », se cache l'indifférence, l'irresponsabilité et l'égoïsme. Et ils se montreraient pleinement d'accord — s'ils venaient à le lire — avec un rapport, publié récemment par différents partis, préconisant une importante intervention du gouvernement américain dans le but d'améliorer le sort de ces enfants.

Là où le communisme a donné trop de pouvoir au gouvernement, le capitalisme a négligé les devoirs communautaires — sauf dans le cadre de la défense nationale, pour laquelle les fonds sont toujours disponibles. Aux Etats-Unis, les dépenses affectées aux services sociaux diminuent depuis longtemps. De moins en moins d'argent est disponible pour le corps enseignant et les programmes de formation. L'infrastructure du pays (les routes et les ponts) est visiblement en train de se détériorer. Selon Robert Reich, maître assistant en économie politique à l'université de Harvard, cette façon « d'économiser » n'est d'aucun profit à l'Américain moyen. Au contraire, celui-ci voit son revenu régulièrement diminuer. Par ailleurs, au cours des dix dernières années, l'impôt sur les revenus élevés a été considérablement abaissé. Sans cette baisse, le gouvernement américain disposerait actuellement de quelques cent milliards de dollars de plus par an.

Comme c'est souvent le cas lorsqu'il s'agit d'antagonismes apparemment inconciliables, le gouvernement et l'économie de marché ne s'excluent pas l'un l'autre. La Banque Mondiale (qui a longtemps défendu la thèse selon laquelle le capitalisme représente le système de développement économique idéal) a récemment publié son rapport annuel, dans lequel elle propose de marier ces deux anciens ennemis. Il ne suffit pas, affirme la Banque Mondiale, de créer un climat favorable à la libre entreprise. Il est également important que le gouvernement investisse dans les secteurs de l'éducation et des soins médicaux, et qu'il procure une bonne infrastructure ainsi qu'un système de transports publics efficace. La Banque Mondiale fait remarquer que les développements économiques les plus notables ont eu lieu dans des pays où les gouvernements et le marché étaient complémentaires l'un de l'autre. En d'autres termes : une économie de marché ne peut fonctionner que si le gouvernement s'occupe du potentiel humain. Tout ceci nous ramène inévitablement aux priorités de Maitreya : nourriture, logement, éducation et soins médicaux sont essentiels au développement de l'homme. Ce n'est que si ces buts sont atteints que l'espoir du *San Francisco Chronicle* sera comblé : « Alors, au début du siècle prochain, le concept même du tiers monde pourrait n'être plus qu'une idée du passé plutôt qu'un danger pour le futur. »

Thématiques : [politique](#), [Économie](#), [éducation](#)
Rubrique : [Editorial](#) ()